



vous informe !



DIR PJJ SUD-OUEST



**FACE AU CHOIX D'URGENCE ET DE RÉPRESSION DU GOUVERNEMENT,
LA PJJ DOIT MAINTENIR SES VALEURS**

La CGT PJJ Sud-Ouest souhaite apporter sans condition, sa solidarité aux victimes des violences survenues ces derniers jours, et exprime son soutien aux agents mobilisés sur le terrain.

Depuis plusieurs jours, des milliers de lycéens se mobilisent pour demander des moyens en faveur de l'Education Nationale, afin d'évoluer dans des conditions scolaires dignes.

UNE COLÈRE QUI S'ADDITIONNE : LE RAPPEL DU 29 SEPTEMBRE...

Cette explosion sociale ne vient pas de nulle part. Le 29 septembre dernier, l'ensemble de la Fonction Publique était en grève pour dénoncer le dynamitage de nos services publics. La CGT PJJ a bien entendu souligné encore une fois le manque de moyens alloués à notre administration, qui œuvre de fait pour la jeunesse.

Cette même jeunesse, porte aujourd'hui haut sa voix, avec courage et ténacité, dans un climat pourtant particulièrement délétère. La réponse de notre gouvernement et de notre ministre est de réprimer d'une part cette voix qui gronde, mais qui plus est d'engager des poursuites pénales quasi systématiques.

Nos services de PEAT se sont donc retrouvés embolisés par une accumulation de déferrements peu ou pas justifiés pour des mineurs pour la plupart inconnus des services judiciaires. Nos services ont assisté à des réquisitions de contrôles judiciaires pour des primo délinquants sans que cela n'émeuve notre propre administration.

Plus désolant encore, alors que bon nombre de services souffrent d'une quotité RH insuffisante, il est demandé aux services de mettre en œuvre les stages ordonnés en alternative aux poursuites dans un délai très court.

Notre administration court à répondre à ces injonctions d'urgence, et poursuit cette frénésie dans sa quête de chiffres, qu'il est demandé avec insistance aux agents de faire remonter (nombre de gardes à vue etc..).

MAIS ! Les personnels PJJ ne sont pas les exécutants de la matraque gouvernementale !

Le temps éducatif n'est pas le temps politique. Imposer l'urgence à des services déjà exsangues sabote le sens même de nos métiers et de nos accompagnements.

LA CGT PJJ SUD OUEST INVITE TOUS LES AGENTS À :

- Maintenir la priorité du temps éducatif : l'empressement des parquets ne doit pas prendre le dessus sur le temps nécessaire à la bonne réalisation d'un RRSE pertinent.
- Prioriser les besoins éducatifs avant les besoins politiques : l'attribution des mesures hors manifestations lycéennes ne doit pas subir un retardement de prise en charge au profit des autres.
- Maintenir une attention particulière sur la préservation des conditions d'exercice de nos missions tant dans les heures supplémentaires effectuées que dans la charge de travail accumulée.

LA CGT PJJ SUD-OUEST EXIGE :

- La fin de l'injonction d'urgence imposée aux cadres et aux éducateurs de la PJJ pour répondre à la politique pénale et répressive du gouvernement.
- L'octroi immédiat des moyens budgétaires et humains à la hauteur des besoins repérés dans la DIR Sud-Ouest déjà dénoncé en amont des manifestations.
- Le maintien absolu de la primauté de l'éducatif sur le répressif, avec un rappel ferme en faveur de la préservation de l'intérêt supérieur de l'enfant.

**Ne laissons pas enfermer l'avenir de nos
jeunes, ni maltraiter nos métiers.**

Faisons bloc !